****

***PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 NOVEMBRE 2016 A 19H00***

L’an deux mille seize, le 28 novembre , le Conseil Municipal de la Commune de VEUREY VOROIZE dûment convoqué, s’est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Guy JULLIEN, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 14

Date de convocation du Conseil Municipal : 21 novembre 2016

**PRESENTS**: G JULLIEN, JM QUINODOZ, P MONIER, P RIGAULT, J .TESSAIRE, V.EUGENE, P.HERAUD, S.LETEXIER, JM MAY, A.PIERRE, M.RAMUS, C. ZWOLAKOWSKI

**ABSENTS EXCUSES :** JJ FRESSON, D.RIZET

*Aurore PIERRE a été élue secrétaire*

L’ordre du jour est le suivant :

Délibération n°37/2016 : Elaboration du PLUI : débat sur les orientations du PADD du PLUI

Délibération n°38/2016 : Logements : service public d’accueil et d’information métropolitain : signature du cahier des charges et de la convention financière

Délibération n°39/2015 : Autorisation au maire de déposer une DP pour un abri à vélos

Délibération n°40/2016 : Contrat de prévoyance du personnel communal : participation de l’employeur

Délibération n°41/2016 : DM du BP 2016

**Délibération n°37/2016 : Elaboration du PLUI : débat sur les orientations du PADD du PLUI**

Après la présentation par les services de GRENOBLE ALPES METROPOLE des orientations générales du Projet d’Aménagement et Développement Durable du PLUI, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert.

Sont reportés ci-dessous les termes du débat :

Mr le Maire rappelle que l’élaboration du PLUI a fait l’objet de plusieurs réunions et que la concertation a été très élargie. La population a pu émettre des avis et faire des suggestions qui ont été dignes d’intérêt sur le site CARTICIPE mis à disposition par la Métropole. Le travail a porté sur des orientations générales déclinées en thématiques.

Il propose d’en aborder quelques uns afin d’en débattre.

**AMENAGEMENT NUMERIQUE :**

Le débat s’oriente sur l’aménagement du numérique qui est à fixer comme une priorité pour nos territoires et notamment le nôtre qui est très mal desservi. Beaucoup de sujets se croisent avec le numérique et des applications indispensables seront nécessaires demain.

**VOLET ECONOMIQUE :**

Les commerces de proximité et des centres bourgs doivent absolument être privilégiés et la construction de grandes zones commerciales doit être proscrite.

Les zones d’activité doivent être sanctuarisées et vides de tout habitat : avec la Métropole nous avons pu développer ACTIPOLE dans ce sens et elle représente 50 % des recettes de la CET perçue par notre EPCI

La commune a souhaité inscrire au PADD de son propre PLU une extension de la zone d’activités du côté EST, aujourd’hui en zone agricole. Cette zone sera développée à court terme en commun avec NOYAREY (même périmètre que le SCOT). Le fait d’avoir approuvé en 2014 un PLU conforme au SCOT et au Grenelle 2 de l’environnement et d’avoir rendu des zones agricoles au Petit Port, a donné du poids à notre volonté de voir s’étendre notre ZONE ACTIPOLE.

Les élus sont d’accord sur le fait de trouver un équilibre entre les zones agricoles et les zones économiques et elles ne doivent pas entrer en concurrence.

Il est souhaitable pour un modèle de ville durable d’intégrer des zones de maraîchage par des circuits courts. Type d’agriculture adaptée à choisir.

**FORETS :**

Il s’agit d’ une activité économique en lien avec les parcs du Vercors et de la Chartreuse qui va créer des emplois dans l’avenir (constructions bois) mais avec des infrastructures qui devront le permettre (implantation de scieries pour transformer le bois).

Il ne faut pas qu’il y ait de contradiction entre l’économie forestière et le tourisme en espaces forestiers, les deux doivent être compatibles.

**HABITAT**: Habitat + durable, adapté au changement climatique, ce qui est une bonne initiative

Habitat ancien à rénover (opération mur/mur) et poursuite des actions traduites par des campagnes d’isolation d’habitat déployées par la METROPOLE.

L’habitat individuel est le plus dépensier en terme de foncier au détriment des activités agricoles.

Pour nos communes, il n’est pas simple de faire du logement : territoire excentré et on y perd en attractivité

**TRANSPORTS** :

Sur notre commune les transports et déplacements ne sont plus performants car les logements sociaux se vident faute de moyens de transport adaptés. Il est souhaitable de structurer l’offre de transports en commun.

Sur notre commune nous avons plus d’emplois (2800) que d’habitants et notre enjeu c’est que les salariés habitent sur le territoire bien que ce soit difficile à appliquer car il faut tenir compte de leurs envies.. Cette situation demande à être rééquilibrée.

On déplore le manque de parkings relais et la liaison par câble est loin. Le PADD prévoit surtout un faisceau de correspondance mais à partir de Saint Egrève ou Fontaine dans une Métropole poly-centrique. La desserte n’est pas davantage élargie pour notre commune qui est ultra périphérique. On parle beaucoup des déplacements mais la réflexion doit aller jusqu’au bout des territoires.

Ce PADD et les moyens financiers ne sont pas mis en adéquation (SMTC aujourd’hui pas en capacité d’offrir une offre de transport aussi importante que souhaitée)

Les prix doivent ils diminuer pour rendre les transports plus attractifs ? ou bien doivent ils plutôt être adaptés aux revenus des populations ?

Réserves foncières pour le Tram ?

Les Grenoblois ne sont pas dans le même esprit que nous pour leurs modes de déplacements et ont la possibilité de bien moins utiliser leur véhicules.

Possibilité de se garer dans les parkings en ouvrage qui sont sous utilisés. Les prix ont diminué et leur CA a augmenté. Comment informer les gens (important d’avoir une application téléchargée sur son téléphone pour gérer les places disponibles par exemple – on rejoint l’importance de l’enjeu numérique). Il existe déjà l’application METROMOBILITE à télécharger mais elle pourrait être complétée.

**ENVIRONNEMENT :**

Si l’offre de transports en commun ne se développe pas rapidement les objectifs de réduction de pollution ne seront pas atteints car les administrés continueront à prendre leurs voitures

Notre enjeu : comment éviter la 2ème voiture ? Réflexion à mener pour imaginer une offre nous permettant d’ éviter de prendre un deuxième véhicule

Il faut développer l’opération auto-partage mais ce n’est pas un projet abouti au niveau de la METROPOLE pour les petites communes

Il faut rester attentifs à la suite du travail d’élaboration du PLUI sur la partie règlementaire notamment en essayant de participer aux prochaines réunions.

**Fin du débat en conseil municipal à 20H30**

**La tenue de ce débat est formalisée par la délibération ci-après :**

**Vu** la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles ;

**Vu** le Décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes-Métropole » ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants

**Vu** le Code de l’urbanisme, notamment ses articles L.151-5 et L. 153-12 ;

**Vu** la délibération du Conseil métropolitain, en date du 6 novembre 2015, prescrivant l’élaboration du plan local d’urbanisme intercommunal (PLUI) de Grenoble-Alpes Métropole, définissant les objectifs poursuivis, les modalités de concertation préalable et de collaboration avec les communes membres ;

**Vu** les orientations générales du projet d’aménagement et de développement durables (PADD) annexées à la présente délibération.

En application de l’article L.153-12 du Code de l’urbanisme, un débat doit avoir lieu au sein du conseil métropolitain et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l’article L. 151-5 du code de l’urbanisme.

Sont donc présentées, afin d’être débattues, les orientations générales du projet d’aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d’urbanisme intercommunal (PLUI) de Grenoble-Alpes Métropole.

Les orientations générales du PADD sont déclinées en deux parties :

1ère partie : une métropole montagne forte de ses diversités

2ème partie : la qualité de vie, moteur de l’attractivité de la métropole

* Economie & universités – Pour une métropole qui encourage l’innovation et l’emploi
* Transport et déplacements – Pour une métropole apaisée assurant une mobilité efficace et adaptée aux besoins des territoires
* Habitat, politique de la ville & cohésion sociale – Pour une métropole solidaire
* Environnement & cadre de vie – Pour une métropole durable et agréable à vivre

Après en avoir débattu, le Conseil municipal de la commune de VEUREY VOROIZE

* ***prend acte de la présentation des orientations générales du projet d’aménagement et de développement durable (PADD) du plan local d’urbanisme intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole (PLUI) et du débat qui s’est tenu.***

**Délibération n°38/2016 : Logements : service public d’accueil et d’information**

***Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal :***

la LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

la LOI n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), **a**rticle 97

**l**e Code de la construction et de l’habitation, article L441-1-5

la Délibération du conseil métropolitain du 18 décembre 2015 portant mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement de Grenoble-Alpes Métropole.

**Le Contexte**

L’article 97 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) dispose que tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière d’habitat et dotés d’un PLH approuvé crée une Conférence Intercommunale du Logement (CIL), chargée notamment de définir les objectifs en matière d’attributions de logements sur le territoire de l’EPCI ainsi que les modalités d’accueil et d’information du demandeur de logement social.

L’EPCI doit ainsi adopter son plan partenarial de gestion de la demande et d’information du demandeur. Celui de Grenoble-Alpes Métropole sera adopté au cours du premier trimestre 2017. Aussi, le service d’accueil et d’information sera t-il mis en place de manière expérimentale jusqu’à l’adoption du Plan.

L’article 97 de la loi ALUR prévoit que l’ensemble des réservataires est amené à participer financièrement au fonctionnement du lieu commun d’accueil. L’organisation locale telle que définie collectivement après un an de travail s’appuie sur la mise en place d’un réseau, auquel l’ensemble des réservataires participent soit financièrement soit par mise en oeuvre de moyens propres.

La notion de réservataire (= celui qui a garanti les emprunts) est déterminante et à ne pas confondre avec la gestion de la réservation, qui peut avoir été confié par une commune à son CCAS.

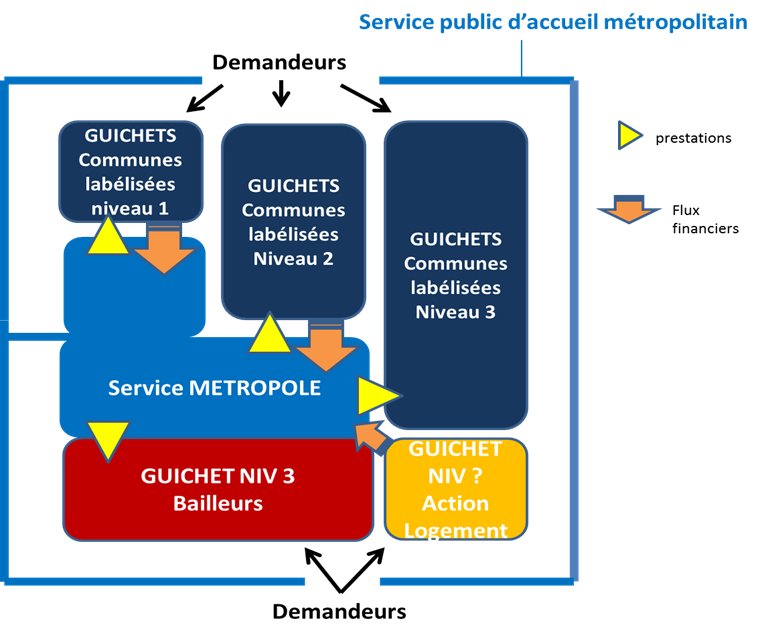
Sont donc amenées à signer la convention partenariale uniquement les communes. L’organisation entre la commune et son CCAS peut bien sur être détaillée dans la même délibération (notamment pour les moyens dédiés à la réalisation du niveau 3).

Ainsi, **la Conférence Intercommunale du Logement du 30 octobre 2015** a défini les orientations de travail suivantes:

* Vers un accueil structuré et connu de tous disposant de lieux ressources …
* … au service d’une gestion de la demande autour de principes communs …
* … qui s’appuie sur de nouveaux outils (cotation) et processus (location active) …
* … et une redéfinition des publics prioritaires du territoire (dont ceux de la Commission sociale intercommunale)…
* … dans un objectif de mixité et d’équilibre de peuplement, formalisé par un accord collectif intercommunal.

La **Conférence Intercommunale du Logement du 21 juin 2016** est venu préciser les principes généraux d’organisation du service public d’accueil et d’information métropolitain :

* service de proximité et offre 3 niveaux de prestations différentes
* intégration de l’accueil existant dans un réseau métropolitain
* pour le bloc communes-Métropole, mise en place d’une mutualisation sous forme de prestation de services
* participation de l’Etat, des bailleurs sociaux, d’Action Logement, et des réservataires communaux. Le bloc communal assurant le financement de la moitié du coût global. Ce coût global a été défini selon le ratio d’activité du Pôle Habitat Social de Grenoble, qui en assurant l’enregistrement de 42% de la demande, fonctionne avec un budget global de 400 000€.
* pilotage métropolitain articulé autour d’un cahier des charges et offrant des outils ressources aux partenaires.
* Le schéma suivant d’organisation générale a été validé :



Pour le bloc communal, le coût du service (qui assure des missions nouvelles) est réalisé à coûts constants par rapport au coût des pratiques pré-existantes, voire moindre selon le degré de mutualisation choisi par les partenaires.

**La Conférence Intercommunale du Logement du 18 octobre 2016** a validé le contenu des prestations offertes par les 3 niveaux de service et acté les positionnements des acteurs dans ces mêmes 3 niveaux de service au regard du cahier des charges élaboré collectivement.

L’ensemble des partenaires partagent donc les principes d’organisation tels que définis par le cahier des charges.

Le service public d’accueil et d’information est composé physiquement de :

* Communes assurant un **accueil généraliste** (niveau 1)
* Guichets d’accueil simple (niveau 2) : **accueil conseil et enregistrement**
* Des communes assurant un accueil généraliste, la réception et l’enregistrement de toute pièce relative à une demande de logement social, la constitution du dossier unique en amont de la pre-attribution.
* Guichets d’accueil renforcé (niveau 3) : **accueil logement avec instruction sociale au regard de l’attribution**
  + des communes assurant un accueil généraliste, un accueil-enregistrement **et** un accueil avec instruction sociale
  + le lieu d’accueil des bailleurs
  + et le point d’accueil d’Action logement, dédié aux salariés d’entreprises du secteur assujetti de 10 salariés et plus.

La commune de VEUREY VOROIZE au regard du cahier des charges du service public d’accueil et d’information, mobilise ses propres moyens en vue d’assurer les prestations de niveau 1.

Ce service d’accueil et d’information est mis en place de manière expérimentale jusqu’à l’adoption du Plan partenarial de gestion de la demande et d’information du demandeur, prévue au premier trimestre 2017 et fera l’objet d’une évaluation après un an de fonctionnement.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal**

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer le cahier des charges du service public d’accueil et d’information métropolitain.

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention financière liant la commune de VEUREY VOROIZE à Grenoble-Alpes Métropole et qui prévoit un versement en 2017 à hauteur de 575 € ,

**Délibération n°39/2015 : Autorisation au maire de déposer une DP pour un abri à vélos**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la réalisation d’un abri à vélos pour l’école maternelle, il y a lieu de déposer une déclaration préalable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer au nom de la Commune une déclaration de travaux pour la réalisation de cet abri à vélos pour l’école maternelle

**Délibération n°40/2016 : Contrat de prévoyance du personnel communal : participation de l’employeur**

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant sur les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et notamment son article 39 ;

Vu la loi n°2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique et notamment son article 38,

Vu les dispositions du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l’avis du Comité technique paritaire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil décide :

1. de participer à compter du 1er janvier 2017, dans le cadre de la procédure dite de labellisation, à la couverture de prévoyance souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents,
2. de verser une participation mensuelle de

- 20 € pour les agents de catégorie **A**

- 12 € pour les agents de catégorie **B et C**

ce qui correspond au pourcentage de participation auparavant appliqué par la collectivité.

Tous ces agents peuvent justifier d’un certificat d’adhésion à une garantie prévoyance labellisée,

**Délibération n°41/2016 : DM du BP 2016**

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence du Maire et après en avoir délibéré

APPROUVE les virements de crédits indiqués dans le tableau ci-après

**BUDGET COMMUNE**

***SECTION D’INVESTISSEMENT***

**VIREMENT DE CREDITS**

**Dépenses :**

**Opération 10012 « environnement cadre de vie»**

**Chapitre : «21 Immobilisations corporelles »**

Article 2128 «agencement et aménagement de terrain» + 44 400,00€

**Opération ONA «non individualisées  »**

**Chapitre : 21 « Immobilisations corporelles »**

Article 2183 «matériel informatique » + 1 580,00**€**

**Article 1641 Emprunts auprès d’établissements de crédits**  + 0,16 €

Article 2188 Autres matériels + 1600,00 €

**TOTAL 47 580.00 €**

**Chapitre : «23 Immobilisations en cours »**

Article 2313 «constructions » - 47 580,00**€**

*SECTION DE FONCTIONNEMENT*

**VIREMENT DE CREDITS**

Article 66111 Intérêts des emprunts et des dettes + 0,01 €

Article 658 Charges diverses de gestion courante - 0,01 €

***SECTION D’INVESTISSEMENT***

**OUVERTURE DE CREDITS**

**DEPENSES :**

**Chapitre 041 « opérations patrimoniales »**

**En dépenses :**

Article 2128 « agencement et aménagement de terrains » + 6 324,00 €

Article 2313 « Immobilisations en cours » + 1 336,55 €

**Total : 7 660,55 €**

**RECETTES :**

**Chapitre 041 « opérations patrimoniales »**

**Article 2031** « frais d’études » + 6 324,00 €

Article 2033 « frais d’insertion » + 1 336,55 €

**Total : 7 660,55€**

**SEANCE LEVEE A 20H30.**